

# LABALEINE

DEPUIS 1971

N° 189 / Octobre 2017 / 3€20

## L'ACTU DU TRIMESTRE

S'unir pour défendre la paysannerie !



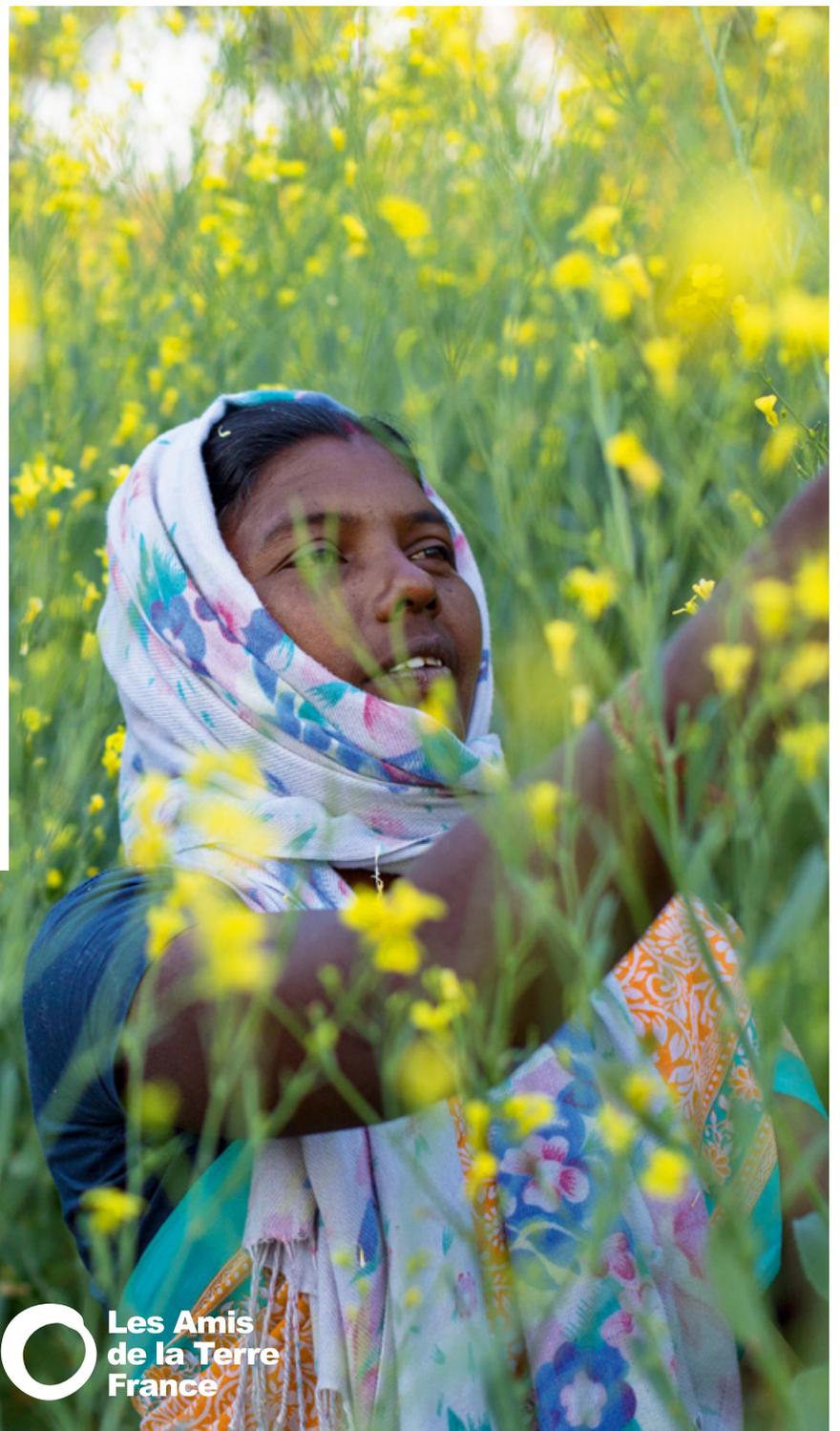
## DOSSIER

Agro-industrie et finance mondiale contre agriculture paysanne.



## MARCHONS SUR NOS DEUX PIEDS

Rejoindre les AMAP, le choix d'une vie !



Les Amis  
de la Terre  
France

# RECONVERSIONS

Les questions posées par le modèle agricole rejoignent celles soulevées par les problèmes climatiques, économiques et sociaux. Notre modèle de société n'est pas soutenable. Il nous conduit à une situation jamais connue dans l'histoire et pose l'urgence de la reconnaissance des limites de notre biosphère.

Le complexe agro-industriel impose une agriculture dite conventionnelle détruisant le support même qui lui permet d'exister tout en voulant supprimer le rôle millénaire assuré par les paysannes. À défaut d'être nourricière, l'agriculture actuelle poursuit sa fuite en avant en voulant maintenant remplir les réservoirs des voitures et autres avions avec ses productions au nom d'une sacro-sainte rentabilité.

L'agriculture industrielle, seul modèle défendu par nos dirigeants au-delà de quelques opérations de communication, cherche à éradiquer la paysannerie. Les paysannes sont en danger et avec eux, notre planète, notre biodiversité et notre climat. Une approche radicalo-pragmatique nous conduit directement à la question de la reconversion. Comment changer le système pour mettre l'humain et la nature au cœur de nos sociétés ? Comment retrouver nos valeurs face à la force du pouvoir économique ?

De nombreux obstacles s'opposent à la nécessité de changement de paradigme. Sans autre choix, nous sommes obligés d'affronter ces réalités et devons nous organiser pour répondre à ces enjeux de survie. Les solutions existent ; nous les connaissons et devons permettre leur généralisation. Ce simple fait nous donne l'énergie de nous battre et de ne pas nous résoudre à ne réfléchir les changements qu'au niveau individuel. Tant qu'on a l'impression qu'un problème est insoluble, il est facile de se décourager. Or, nous savons que les réponses sont simples.

Les réformes en cours dans notre pays nous démontrent que les espaces de concertation mis en avant à grands coups de communication ne sont là que pour permettre de plus grands espaces de discussion bilatéraux aux lobbies industriels en détournant le regard des autres. Pourtant nous devons en être, car il y a aussi des batailles défensives à gagner. Nous nous devons aussi de porter cette voie discordante à tous les niveaux possibles tant que certaines limites ne sont pas franchies.

La question des reconversions lie directement les enjeux sociaux aux enjeux environnementaux. Nous parlons de

transition juste, car c'est ensemble qu'il faut repenser le modèle social. Il n'y a pas de travail sur une planète morte. Nous ne pouvons ignorer les effets des reconversions sur le travail et l'emploi. Le système en place, fondé sur les inégalités crée lui-même les intérêts de certaines à conserver leur domination sur d'autres.

Ces éléments nous amènent à réfléchir de manière plus large et à questionner aussi la place du travail dans la société, notre façon d'habiter le territoire, de produire et de consommer. Partons des constats scientifiques et posons les buts à atteindre comme base de nos réflexions. Nous devons faire coïncider les objectifs à long terme et les confronter aux choix qui sont faits dans le temps court. Ceci est évidemment complexe, car il faut tout revoir et assurer les reconversions nécessaires en adoptant une logique radicalement différente, basée sur la coopération.

Sortons des logiques de financiarisation, d'accaparement des terres et des ressources. Mettre en place une planification écologique nous amène à nous concerter largement et à organiser la sortie. Il ne faut plus opposer emploi et écologie, mais imaginer une suite en symbiose en mettant en place des mécanismes puissants pour permettre le passage des individus d'un secteur à un autre sans laisser de salariés sur le carreau. Ces objectifs socio-écologiques permettent de réfléchir à un cadre de contraintes strictes qui doit avoir l'ambition de placer l'humain et la nature au cœur de notre réflexion et de nos décisions.

Bien évidemment, un changement radical de nos modes de production et de consommation en plaçant les questions écologiques et sociales à la base de la réflexion nécessitera un plus grand volume de travail et sa meilleure répartition entre toutes. De plus, ce sont des emplois de qualité et non-délocalisables qui vont se multiplier et ainsi redonner du sens à la valeur travail. Cette indispensable rupture radicale n'a qu'un seul but : éviter la catastrophe.

C'est en repensant notre rapport à la nature en instaurant d'autres logiques que celles découlant de sa seule exploitation qu'on changera le système en profondeur. De nombreuses raisons de nous réjouir et d'espérer nous animent. C'est à nous de choisir notre destin car c'est bien nous qui avons la main. Il existe tant de signes encourageants d'une humanité qui veut réagir !

**Florent Compain**

Président des Amis de la Terre France

# SOMMAIRE

Le Courrier de la Baleine n°189  
Octobre 2017  
n°CPPAP : 0419 G 86222 - ISSN 1969 - 9212  
En partenariat avec l'association ActionAid France

**act:ionaid**  
pour des peuples solidaires

**Directeur de la publication :**  
Florent Compain

**Rédacteur en chef et directeur artistique :**  
Pierre Sagot

**Rédacteurs-rices (hors dossier)**

Christian Berdot des Amis de la Terre France ;  
Bénédicte Bonzi, faucheuse volontaire d'OGM ;  
Sébastien Chailleux d'ActionAid France ;  
Maud Granger Remy, présidente du Réseau AMAP  
Ile de France et Charlotte, salariée en maraichage ;  
Martine Laplante des Amis de la Terre Limousin ;  
Catherine Molière des Amis de la Terre Val de Bièvre.

**Rédacteurs-rices (dossier)**

Christian Berdot des Amis de la Terre France ;  
Bernard Besnier, militant de l'Association Survie  
(Article paru dans « Billets d'Afrique » n° 268 - juin  
2017) ; Martine Laplante des Amis de la Terre France,  
membre de l'Association pour la Promotion des  
PNPP ; Frédéric Latour, Patrick de Kochko et Pierre  
Rivière, animateurs au Réseau Semences Paysannes ;  
Birthe Pederson, présidente d'ActionAid France ;  
Interview de Ousmane Diallo de l'Association des  
organisations professionnelles paysannes du Mali  
réalisée par ActionAid France.

**Communication, relations presse :**

Pierre Sagot, communication@amisdelaterre.org  
09 72 43 92 65.

**Graphisme et maquette :**

Aurélien Dovillez, dovillez@gmx.com

**Impression :**

Sur papier recyclé Offset Igloo 120g/m<sup>2</sup>  
avec encres végétales : STIPA, stipa.fr

**Crédits photos :**

Couverture : ActionAid  
Pages 4-5 : Mansi Thapliyal / ActionAid  
Page 7 : pour l'article Faucheur-se d'OGM /  
Guillaume de Crop  
Page 8 : Ernanio Mandlate / KISAI / ActionAid  
Page 11 : Wouter Elsen  
Page 12 : Mansi Thapliyal / ActionAid  
Page 13 : Eva-Lotta Jansson / ActionAid  
Page 16 : Illustration réalisée par Aurélien Dovillez  
pour les Amis de la Terre France.  
Page 20 : Guillaume de Crop

Les Amis de la Terre France  
Mundo-M, 47 avenue Pasteur  
93 100 Montreuil  
france@amisdelaterre.org  
01 48 51 32 22  
www.amisdelaterre.org



## 4 L'ACTU DU TRIMESTRE

S'unir pour défendre la paysannerie.

## 6 EN DIRECT DE NOS CAMPAGNES

Organiser le rapport de force face aux grands projets agricoles inutiles et imposés.

## 8 DOSSIER

Agro-industrie et finance mondiale contre agriculture paysanne.

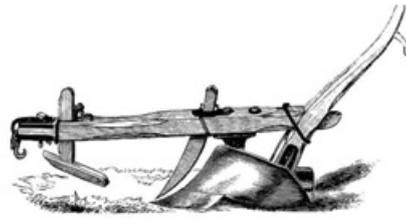
## 18 MARCHONS SUR NOS DEUX PIEDS

Rejoindre le réseau des AMAP, le choix d'une vie !

# L'ACTU 3 TRIMESTRE

L'été a été riche en rencontres paysannes. En France, la Conf' a fêté dignement ses 30 ans : « des débats qui se prolongent, un projet qui s'enrichit, des nouveaux qui tirent vers le haut, des anciens qui rappellent d'où l'on vient... le tout pour savoir où l'on va ! Un doux moment d'éternité... » concluait son porte-parole, Laurent Pinatel. Mais la Conf' était aussi présente sur les bancs de la 7<sup>ème</sup> Conférence Internationale de la Via Campesina pour penser l'avenir de la paysannerie dans le monde. C'est en renforçant les solidarités entre les peuples mais aussi au sein des peuples que nous parviendrons à notre objectif : la souveraineté alimentaire pour toutes et tous. Une vision partagée par les Amis de la Terre et ActionAid France.





# S'unir pour défendre la paysannerie

**Il y avait de la pluie et du beau temps du 18 au 20 août à Alloue en Charente et plusieurs milliers de personnes pour célébrer les 30 ans de la Confédération Paysanne. Toute la famille du syndicat était réunie pour cet anniversaire.**

Chaque génération a pris la parole l'une après l'autre sur la grande scène. Après Yves Manguy, éleveur retraité en Charente et premier porte-parole de la Confédération Paysanne en 1987, s'y sont succédées les différentes équipes élues au secrétariat national, contant combats politiques de leurs époques et « anecdotes » militantes : le démontage du McDonald's de Millau, les fauchages de champs d'OGM, l'occupation de la maison du lait à Paris ou plus récemment celle du chantier de la ferme-usine des mille vaches.

Parmi les ateliers politiques : un débat sur le féminisme paysan, un autre sur la place des départements d'outre-mer dans le syndicat et même un théâtre participatif « Élevage et antispécisme : comment s'exprimer sereinement ? ». Un chapiteau abritait les stands d'Alternatiba, de Survie, de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, de Terre de Liens... et l'événement a fait converger des militantes de mouvements que la Conf' a contribué à fonder : Attac, la Via Campesina, Solidarité paysans et le Réseau semences paysannes. De la Via Campesina, mouvement paysan international, était présent Ibrahim Coulibaly, syndicaliste paysan malien et membre du ROPPA (Réseau des Organisations Paysannes Professionnelles d'Afrique de l'Ouest). Il a témoigné des impacts néfastes du commerce international, des politiques agricoles et des accords de libre-échange sur les droits des paysannes.

Après ses Assises de l'agriculture et de l'alimentation menées cette année avec ses alliées (dont ActionAid France et les Amis de la Terre) et alors que l'agro-industrie est aux avant-postes des États généraux de l'alimentation, la Conf' a encore de rudes combats à mener pour que soient enfin instaurés un revenu pour toutes les paysannes, une protection sociale pour toutes les travailleuses de la terre, des politiques foncières et d'installation redistributives et une véritable démocratie alimentaire.

*Article sur la Confédération Paysanne rédigé par Sébastien Chailleux d'ActionAid France.*

**La 7<sup>ème</sup> Conférence Internationale de la Via Campesina s'est déroulée cet été. À travers cette alliance de 164 organisations provenant des 5 continents, c'est la voix de 250 millions de personnes vivant directement de la terre partout dans le monde qui a été portée.**

Partout sur la planète, la progression et la recrudescence du pouvoir et du contrôle qu'exercent les grandes entreprises privées et les États violent les droits des paysannes et des paysans sur leurs biens les plus précieux : la terre, l'eau, les semences, la biodiversité. Les pillages, les privatisations, les intérêts de l'industrie et les grands investissements progressent. Face à cette situation, le mouvement paysan promeut la Déclaration des Nations unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales. Avec cette déclaration se prépare le terrain pour assurer aux paysannes la protection de leurs vies et moyens de subsistance, de manière à favoriser leur reconnaissance en tant que sujets politiques et leur accorder le droit d'utiliser, de gérer et de contrôler les ressources naturelles. Chaque jour – dans les champs et les espaces de gouvernance mondiaux, régionaux, nationaux et locaux – se construit le chemin de la souveraineté alimentaire.

La Déclaration des Nations unies sur les droits des paysannes et des autres personnes travaillant dans les zones rurales exige que les États l'adoptent de toute urgence. Ce résultat dépend des mobilisations et des pressions sur les États. Le processus est loin d'être terminé : si des pas de géant sont faits, le chemin qui reste à parcourir est aussi ardu que la vie rurale. Les fruits récoltés seront le produit de nos luttes pour la dignité et la vie paysanne !

La Fédération internationale des Amis de la Terre fera son possible pour soutenir les luttes et les demandes de notre partenaire privilégiée, la Via Campesina.

*Article sur la Via Campesina rédigé par Christian Berdot des Amis de la Terre France.*

# EN DIRECT DE NOS CAMPAGNES



**Sur nos territoires, nombreux-ses sont les militant-e-s qui organisent le rapport de force face à de grands projets agricoles inutiles et imposés. Courageux-ses, déterminé-e-s, soutenu-e-s, elles et ils nous racontent leurs luttes. Nous avons sélectionné trois témoignages de celles et ceux qui refusent de subir l'inaction.**



Coussay-les-Bois est une petite commune de la Vienne qui a farouchement résisté à un projet de ferme-usine d'engraissement de 1 200 taurillons.

Le projet se voulait moderne et « écolo » : photovoltaïque sur les toits des bâtiments, méthanisation des déjections des animaux, compostage des digestats de la méthanisation... bref une optimisation des ressources et une économie circulaire !

Mais à y regarder de plus près, on s'aperçoit qu'il s'agissait, là comme ailleurs, d'un projet industriel à activités multiples (la principale étant la production d'énergie) dans lequel les animaux ne sont qu'un outil, des machines à produire de la matière 1<sup>ère</sup> énergétique ! La production de viande devenant un bénéfice secondaire.

À l'heure où l'élevage français est en grande difficulté, on voudrait faire croire aux éleveurs-ses que ce type d'exploitation à activités multiples est leur sortie de secours... évitant ainsi d'aborder les problèmes de fond qui touchent l'élevage. Pire, la viande (et souvent le lait) devenue sous-produit entre en concurrence directe avec la production des élevages « traditionnels ». Sans compter les conditions de vie de ces animaux dont il a été beaucoup question !

C'est d'ailleurs toute l'agriculture française qui est incitée à diversifier ses activités hors de l'agriculture pour compenser la faillite d'un système dirigé par l'agro-industrie dont le seul objectif est le profit, n'hésitant pas à pressuriser les agriculteurs-rices jusqu'à les amener aux conditions de survie extrêmes dans lesquelles elles et ils sont aujourd'hui. C'est ce système que

nous contestons et contre lequel nous nous battons sans relâche.

Mais malheureusement, ces arguments, pourtant fondamentaux, ne sont pas entendables devant les tribunaux. Par « chance », ces porteurs de projets, enfermés dans la bulle de leur soit-disant toute puissance, se croient autorisés à ne pas respecter la loi. À Coussay, les opposant-e-s ont ainsi pu utiliser des arguments plus classiques devant le tribunal car ils ne manquaient pas : terrain normalement inconstructible car en zone humide, proximité d'une Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique, verticale de la nappe phréatique qui alimente les villages alentours... Les défenseur-ses d'une agriculture paysanne respectueuse de l'environnement, de l'Homme et des animaux, ont ainsi eu auprès d'eux les élu-e-s locaux-ux et une grande partie des riverain-e-s.

Le 21 juin 2017 le tribunal administratif leur a donné raison : ce projet ne verra pas le jour !

Bravo aux Amis de la Terre Poitou, soutenus dans leur mobilisation sans faille par leurs voisins les Amis de la Terre Limousin !

*Martine Laplante pour  
les Amis de la Terre Poitou et Limousin.*



Dans le paysage agricole, de nombreux acteurs-rices sont apparus - du fait de la modernisation - experts en tout genre, ingénieur-es, conseiller-es commerciales-ux, etc. Bref, une multitude de personnes, sans lien direct avec les champs ou les semences, s'est emparée de la question agricole la rendant technique. Petit à petit, nous avons vu les paysages se modifier du fait de la monoculture ; des villes se sont étendues dévorant les terres agricoles. Nous avons vu des emplois disparaître, les métiers de nos grands-parents s'amenuiser. En réalité, tout doucement, nous avons vu les paysan-ne-s se faire mettre à la porte de ce qui devenait le secteur agro-industriel. Cette transformation s'est produite entre autre « grâce » aux outils techniques, dont un très bon exemple reste les OGM. Aussi, face à ce constat alarmant de transformation culturelle et de destruction de la paysannerie, des femmes et des hommes ont ressenti le besoin d'agir. Elles et ils sont entrés en

résistance en faisant le choix de la désobéissance : les faucheur-se-s volontaires sont nées !

C'est en 2003 que les faucheur-se-s volontaires ont répondu à l'appel de Jean-Baptiste Libouban dans le Larzac. Leur objectif : ne pas laisser les paysan-ne-s seules dans les tribunaux, faire bouger les choses à travers le droit. À cette époque, la technique qui permettait de produire des OGM était essentiellement la transgénèse. Les autres méthodes pour en produire n'étaient pas encore au point, trop chères, et peu efficaces. Aussi la première bataille des faucheur-se-s aura été de répondre à l'urgence : barrer la route au MON810. Elles et ils n'étaient pas les seules et c'est grâce à la convergence de toutes que le moratoire contre le MON810 a été emporté. Leurs actions de neutralisation de parcelles ont su créer un rapport de force nécessaire et un véritable levier au changement de pratiques.

Fort de cette expérience, les faucheur-se-s, dans leur rôle de lanceur-ses d'alerte ont dénoncé les importations comme le soja destiné à la nourriture animale. Ainsi, de nombreuses actions se sont déroulées dans les ports, en Bretagne, à Sète. Les faucheur-se-s ne souhaitent pas que ce qui est mauvais pour elles et eux soit produit ailleurs. Elles et ils pensent qu'un autre monde est possible.

Depuis 3 ans, retour dans les champs pour cette fois dénoncer les OGM cachés. Il s'agit de plantes dont la modification a eu lieu par mutagenèse et cette technique a été retirée du champ d'application de la loi qui encadre les OGM. Cela signifie qu'on ne sait pas qui cultive quoi ni où... la transparence sur ce dossier est de zéro ! Alors que la question des plantes mutées arrive sur le devant de la scène, grâce aux recours à la Cour européenne de justice et à des procès de faucheur-se-s qui se profilent... une nouvelle famille pointe son nez : les NBT, New Breeding Techniques. Il s'agit toujours d'OGM, mais les industriels poussent pour qu'on ne les nomme pas de cette manière-là afin de ne pas avoir ni à évaluer ni à déclarer les cultures.

Pour faire face aux modifications génétiques - pour celles et ceux que ça intéresse - chez les faucheur-se-s, on embauche !

**Bénédicte Bonzi,**  
*faucheuse volontaire d'OGM.*

**Plus d'informations :**  
<http://www.faucheurs-volontaires.fr/>



Même si toute l'agriculture devenait biologique, notre alimentation de pays « riches » (ou en voie de l'être) ne serait pas soutenable sans revenir à des menus plus équilibrés. Aux Amis de la Terre Val de Bièvre, nous avons choisi de viser en premier lieu l'excès de produits animaux. Parce que l'élevage représente 14 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre (c'est la majeure partie des 21 % issus de l'agriculture et de la déforestation). Parce que presque la moitié des céréales (blé, orge, maïs) alimente des animaux. Parce que nous ne pourrions pas toutes manger correctement si l'on consomme autant

de viande. Parce qu'il faut mettre fin aux conditions de vie en élevage industriel ; et parce que notre santé a tout à y gagner !

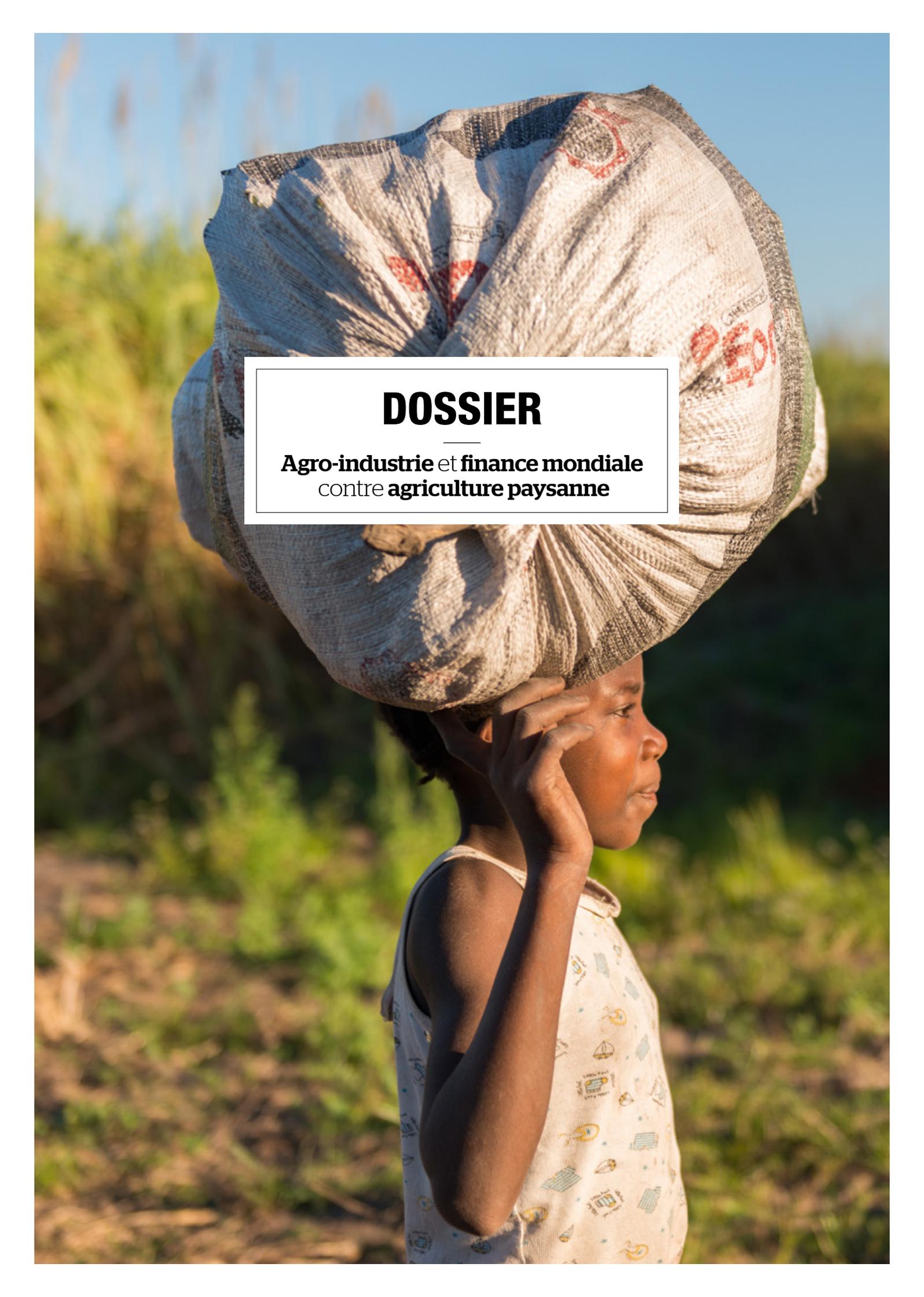
D'où notre objectif actuel : obtenir un repas à base végétale dans les cantines scolaires des principales communes de notre secteur. Pour cela, nous avons allié l'utile à l'agréable : un argumentaire complet pour les parents d'élèves et les élu-es, et un pique-nique végétal. Nous avons organisé des débats : d'abord autour du film *Cowspiracy* ; et cela a montré la nécessité de nous distinguer de la tendance végane : celle-ci déchaîne des passions et des inquiétudes

qui ne nous aident pas toujours. Ensuite, pour insister sur l'objectivité, nous avons invité un universitaire qui a largement sensibilisé le public.

Quel résultat jusqu'ici ? À Antony, la commune est d'accord avec nos arguments mais voit notre demande comme extrémiste. À Massy, la municipalité dit qu'elle le fait déjà... mais tend à considérer que « sans viande » veut dire « avec poisson ». Pourtant, de nombreuses collectivités vont dans ce sens : citons le Conseil départemental de la Drôme, le 2<sup>ème</sup> arrondissement de Paris et bientôt les restaurants universitaires. C'est une pratique courante dans une ville comme Berlin. En fait, c'est l'avenir !

Nous sommes confiantes. Notre dernier outil en date : un jeu de l'oie « L'assiette Planète » : un jeu où la côte de bœuf comme les haricots verts par avion vous ramènent 10 cases en arrière et les lentilles du pays 5 cases en avant !

**Catherine Molière pour**  
*les Amis de la Terre Val de Bièvre.*

A young child is shown in profile, carrying a large, heavy sack on their head. The sack is made of a light-colored, textured material, possibly burlap or a similar natural fiber, and has some red markings on it. The child is wearing a light-colored, patterned sleeveless top. The background is a blurred field of green plants under a clear blue sky. The lighting suggests it's either early morning or late afternoon, with soft shadows.

# DOSSIER

**Agro-industrie et finance mondiale  
contre agriculture paysanne**

# AU MILIEU DE TOUT ÇA... **IL Y A LES PAYSAN·NE·S!**

L'année 2008 fut marquée par des émeutes de la faim dans une quarantaine de pays et plusieurs gouvernements furent renversés. Cette crise « agricole » majeure fut provoquée par l'accélération du programme d'éthanol de maïs des États-Unis. Des dizaines de millions de tonnes de maïs étaient détournées du marché alimentaire vers les voitures. Cela provoqua de fortes augmentations des prix alimentaires et une hausse brutale des cours mondiaux des céréales. S'en sont suivies une spéculation effrénée sur les matières premières et une ruée sur les terres agricoles. 10 ans plus tard, qu'avons-nous appris, retenu, mis en place pour éviter que l'histoire ne se répète ?

Alors que les bouleversements climatiques continuent de déstabiliser la production agricole de nombreuses régions du monde, les causes de la crise de 2008 s'aggravent. Nous assistons à un accaparement des terres massif par des États (Chine, Arabie Saoudite, etc.) cherchant à assurer, au delà de leurs frontières, l'approvisionnement alimentaire de leurs populations. De grandes entreprises industrielles ou financières, des banques, des assurances, des fonds de pensions... continuent de spéculer à outrance !

D'immenses intérêts se sont notamment concentrés autour des engrais, des pesticides et des semences. Les géants de la chimie et des biotechnologies projettent de nouvelles fusions qui donneront naissance à des empires financiers et industriels colossaux.

Quelques géants du négoce international contrôlent les ventes des produits alimentaires, et la spéculation sur les cours agricoles bat son plein.

La terre fait l'objet de la convoitise de nouveaux secteurs - agro-carburants, biochimie verte, finance verte - et attire les géants de l'énergie, de l'automobile ou de l'aéronautique et bien sûr le secteur financier.

Des groupes financiers et industriels toujours plus puissants contrôlent en aval la distribution des produits alimentaires aux quatre coins de la planète.

Tous ces puissants groupes multinationaux sont très actifs dans la rédaction des traités de libre-échange et se garantissent des droits exorbitants. Par exemple, tout État qui renforcerait des normes

alimentaires ou sanitaires pour protéger ses citoyen·ne·s ou l'environnement pourrait se voir accuser d'ériger de nouveaux obstacles au libre-échange et être condamné à payer de très lourdes sommes en compensation.

Au milieu de cette chaîne, il y a le maillon faible : LES PAYSAN·NE·S. Elles et ils subissent toutes ces pressions en amont et en aval. Dans tous les secteurs agricoles et partout dans le monde, il n'est question que de concentration, industrialisation, financiarisation et artificialisation des moyens de production agricole.

Ces opérations industrielles et financières ont pour but de conquérir et contrôler de nouveaux secteurs de la biosphère et d'engranger les profits. Elles sont systématiquement présentées aux citoyen·ne·s du Nord comme des mesures de lutte contre les changements climatiques et la faim, ou en faveur de l'environnement (OGM, agrocarburants, etc.). Dans de nombreux pays du Sud, les gouvernements ne font même pas semblant. Ils servent souvent de bras armés des multinationales ou ferment les yeux lorsqu'une répression brutale s'abat sur les militantes paysan·ne·s et écologistes en toute impunité.

Le complexe agro-industriel et financier mondial accélère la destruction de nombreux écosystèmes, des équilibres écologiques et de la biodiversité. Il est aussi l'un des principaux secteur émetteur de gaz à effets de serre. Il participe puissamment à l'aggravation des dérèglements climatiques.

Malgré ce constat inquiétant, il y a des raisons d'être OPTIMISTES : jamais dans le monde il n'y a eu autant de luttes locales, nationales ou internationales pour diminuer le pouvoir de ces empires agro-industriels et financiers destructeurs. Jamais autant de citoyen·ne·s ne se sont levé·e·s pour défendre une agriculture paysanne et familiale qui refroidit la planète, nourrit les humains et respecte l'environnement.

Nous sommes d'autant plus OPTIMISTES que nous savons que les alternatives à cette folie destructrice existent comme nous le montrons avec quelques exemples. Alors luttons pour une agriculture qui nourrisse les humains et contre un complexe agro-industriel et financier qui n'engraisse que les multinationales et leurs lobbies.

**Martine Laplante et Christian Berdot**  
pour les Amis de la Terre France.

# BURKINA FASO LES MENSONGES DE MONSANTO

**Au Burkina Faso, les jours de Monsanto sont comptés. La multinationale se retire du pays. L'introduction de son coton OGM en 2009 ne s'y est pas vraiment passée comme prévu : présentée comme une solution miracle aux attaques de ravageurs, la nouvelle variété a surtout fini par ravager la qualité et la réputation du coton burkinabè. Retour sur une histoire qui a appauvri les paysan-ne-s et fragilisé davantage encore l'économie rurale.**

Le coton est un élément fondamental dans l'économie du Burkina Faso (la filière concerne directement 30 % de ses 18 millions d'habitante-s), qui est aussi une des principales sources de revenu de la population. Ce pays d'Afrique de l'Ouest était réputé mondialement pour la qualité de sa fibre de coton, une production qui représente actuellement 70 % de ses exportations et 4 % de son PIB.

## WELCOME MONSANTO

À la fin des années 1990, la filière fait face à des difficultés par l'apparition de parasites qui résistent aux insecticides. Ainsi la firme Monsanto propose son Coton dit « Bt », qui produit lui-même la toxine et donc permettrait de se passer d'insecticide, de diminuer les coûts de production et ainsi d'augmenter le rendement. La multinationale convainc le gouvernement du Burkina Faso ainsi que la Sofitex, principale société cotonnière du pays et l'Inera, institut de l'environnement et de recherche agricole burkinabè.

Violant le protocole de Cathagène, signé 3 ans plus tôt, les expérimentations commencent dès 2003 sans aucune étude d'impact au préalable, sans débat public et sans agence de contrôle. L'exigence d'une réglementation et d'un contrôle sur les risques biotechnologiques n'est pas respectée. L'agence nationale de biosécurité ne sera créée qu'en 2005, et l'apparition d'une législation sur les biotechnologie en 2006. Le coton Bt passe à la phase de production et commercialisation en 2008.

## ÉTUDE INDÉPENDANTE

En parallèle, la Coalition pour la protection du patrimoine génétique africain (COPAGEN) se crée en 2004, issue d'une multitude d'associations citoyennes et paysannes d'Afrique de l'Ouest. Elle représente la société civile dans les enjeux de souveraineté alimentaire et pour faire face à la privatisation des ressources génétiques. Elle a enquêté auprès de 203 producteurs-rices de coton et analysé les comptes des campagnes 2015 et 2016, pour connaître les réelles conséquences de la semence transgénique et dresser un bilan bien différent de celui de la firme. Méthodiquement, l'étude reprend point par point les promesses de Monsanto :

**I** - Les coûts de production ne diminuent pas avec le coton Bt : même si les dépenses d'insecticide ont diminué, le coût de la semence Monsanto est 18 fois plus élevé que la conventionnelle. À l'hectare, l'OGM coûte 7 % plus cher à produire, mais rapporté au kilo de coton mis en vente, le surcoût est de 32 %. Le poids de la graine OGM est également plus faible que celui de la conventionnelle, or la récolte (qui mêle fibres de coton et graines) est payée au poids aux producteurs-rices : pour une même quantité de fibres, les paysan-ne-s sont donc moins rémunéré-es.

**II** - Les rendements n'augmentent pas avec le coton Bt : le chiffre de 30 % de rendement supérieur était annoncé par les promoteurs du Bt, mais cette fable est elle aussi démentie par les



producteurs-rices ayant participé à l'enquête. En moyenne, lors des récoltes de 2015 et 2016, le rendement OGM était de 7 % inférieur au conventionnel. La semence OGM perd de son efficacité d'année en année, une forme de « dégénérescence variétale » qui impose aux paysan-ne-s et à la filière de se réapprovisionner chaque année en semences modifiées plutôt que de réutiliser les graines issues de la production.

**III** - Contrairement aux dires de Monsanto, les revenus ne s'accroissent pas avec le coton Bt. La multinationale prédisait une augmentation de 64 % des profits des producteurs-rices. Or, avec un surcoût de production de 7 % et un rendement par hectare inférieur de 7 %, alors que le prix de vente reste identique pour les deux types de coton, les revenus diminuent de 14 % en moyenne.

**IV** - Le coton Bt ne contribue donc pas à l'amélioration des conditions de vie des paysan-ne-s burkinabè. Officiellement, c'était pourtant le souhait de Monsanto, une firme dont le chiffre d'affaires annuel est supérieur au PIB du Burkina Faso (14 milliards contre 10,7 milliards de dollars en 2015), et dont les profits continuent d'augmenter (2 milliards de dollars en 2015).

L'étude soulève d'autres points comme l'apparition d'une résistance de la chenille ciblée par l'insecticide, ce qui force les paysan-ne-s à recourir aux traitements sur une culture pourtant censée pouvoir s'en passer. Elle fait également état d'une gestion des risques désordonnée, du manque de formation et d'informations des

paysan-ne-s et d'une réglementation incomplète, ce qui aggrave le bilan des autorités burkinabè et de la multinationale.

## LES OGM BALAYÉS

Depuis la fin de l'année 2014, à la suite du soulèvement populaire qui a « balayé » le régime de Compaoré, les libertés se sont accrues et notamment celle de s'exprimer sur le coton Bt. Par la suite, des collectifs se sont rassemblés pour « marcher contre Monsanto », et organiser la première Rencontre internationale de résistance (RIR) aux OGM en 2016. Face à cela, les autorités ont planifié un retrait progressif du coton Bt des surfaces cultivées, pour qu'en 2018, il n'y ait plus un seul champ de coton OGM cultivé. De plus, les sociétés cotonnières du pays ont demandé un dédommagement de 50 milliards de francs CFA à Monsanto pour les pertes liées à la vente du coton de moins bonne qualité.

Fin avril 2017, se tenait à Lorient, la seconde édition des RIR OGM, avec pour but de réunir les paysan-ne-s et les citoyen-ne-s des 5 continents derrière la lutte contre les OGM.

*Bernard Besnier, militant de l'Association Survie.  
Article paru dans « Billets d'Afrique » n° 268 - juin 2017.  
Plus d'informations : <http://survie.org/>*



## LES SEMENCES DANS LA TOURMENTE

**Sur 30 000 plantes terrestres comestibles connues, seules 7 000 sont cultivées. En réalité, 30 plantes nourrissent le monde et 5 cultures céréalières assurent 60 % des apports énergétiques de la population humaine. La FAO estime que 75 % de la biodiversité cultivée a été perdue entre 1900 et 2000. Mais pour chaque plante, c'est aussi la diversité génétique qui disparaît. Les industriels travaillent sur « des lignées pures » qui présentent un appauvrissement génétique énorme. Face à l'érosion génétique et la perte de biodiversité menées par ces multinationales, la résistance s'organise pour faire revivre des espèces anciennes et maintenir la diversité des plantes cultivées en particulier, ici en France, autour du Réseau Semences Paysannes.**

Alors que l'on comptait entre 7 000 et 8 000 sélectionneurs dans les années 1970, en 2013, les six premiers groupes du marché contrôlaient déjà 63 % des semences commercialisées dans le monde (ETC Group). Les fusions actuelles Dow Chemical/DuPont, ChemChina/Syngenta et Bayer/Monsanto ne font qu'aggraver la situation !

Pour rentabiliser leurs investissements colossaux dans les biotechnologies, les firmes semencières ont réussi à obtenir, depuis les années 1980, un durcissement du Droit de la propriété intellectuelle en leur faveur.

À cause du Certificat d'obtention Végétale et plus récemment du brevet, le droit des agriculteurs-rices de ressemer une partie de leur récolte est de plus en plus contraint voire interdit sur certaines espèces. Avec la brevetabilité du vivant, les semenciers contrôlent et orientent la recherche. Celle-ci se concentre sur quelques variétés hybrides absorbant toujours plus d'engrais pour donner de « supers rendements » et maintenant sur les biotechnologies.

Le nombre de plantes cultivées et de variétés cultivées diminue dramatiquement. Les capacités de l'agriculture industrielle à

s'adapter aux changements climatiques et à répondre aux futurs besoins alimentaires en est d'autant plus réduite. **Les variétés standardisées, composées de clones cultivés en openfields et sous perfusion chimique, n'offrent aucune résilience aux aléas climatiques et sont beaucoup plus sensibles aux ravageurs.**

Monsanto, ce sont l'herbicide le plus vendu au monde (Roundup) et les OGM transgéniques (les fameuses « variétés-pesticides » et/ou tolérantes au Roundup), mais aussi les nouvelles biotechnologies - NTB), des partenariats dans le « bio-contrôle », toute une politique d'acquisition de brevets et une participation active dans le numérique avec la « ferme digitale » qui permet de gérer les activités agricoles avec le développement de systèmes permettant de collecter et d'exploiter au mieux une multitude de données recueillies au sein des fermes et in fine de marchandiser tous les pans de la vie quotidienne des agriculteurs-rices.

En achetant Monsanto, Bayer acquiert ces nouvelles techniques et pourra jouer un rôle de premier plan dans ces domaines. Le groupe allemand met ainsi la main sur les nombreux brevets de Monsanto et profite de l'inventivité de l'américain. Plus une entreprise possède de brevets, plus elle contrôle le marché. Le budget global de recherche et développement atteindra environ 2,5 milliards d'euros.

En rachetant Monsanto, Bayer dispose d'un pouvoir de lobby international redoutable. Si Bayer est prêt à payer autant c'est que la firme attend des gains colossaux après la fusion. Il est à craindre que les agriculteurs-rices, les consommateurs-rices, l'environnement et la démocratie n'aient à payer la note...

**Les paysan-ne-s du Réseau Semences Paysannes ont choisi une toute autre voie. Ce n'est pas facile, mais le chemin parcouru est énorme, même si les industriels ne leur font aucun cadeau.**

Fin des années 90, les contaminations induites par l'autorisation des OGM transgéniques et les évolutions réglementaires

confortant toujours plus le monopole des semences industrielles met en lumière le verrouillage à l'œuvre dans le secteur. Les variétés dites « locales », « de pays » ou encore « anciennes » sont en passe de devenir inaccessibles et la majorité des agriculteurs-rices ont d'ailleurs abandonné la pratique de conserver leurs semences à la ferme : après-guerre, c'est d'abord l'État puis les entreprises privées qui assurent la production de semences standardisées pour une agriculture productiviste<sup>1</sup>.

Ce contexte agit comme catalyseur chez certain-es paysan-ne-s critiques du productivisme. Un premier état des lieux des pratiques individuelles et collectives de conservation, multiplication et sélection de semences à la ferme aboutit à la rencontre de 350 praticien-ne-s en 2003 à Auzeville. Une déclaration solennelle engage à cette occasion l'ensemble des participant-es et les structures organisatrices<sup>2</sup> à défendre les droits fondamentaux des paysan-ne-s sur leurs semences et à construire une alternative collective aux variétés industrielles. Le Réseau Semences Paysannes est né quelques mois plus tard pour animer cet engagement.

Après 15 ans d'existence, différents collectifs<sup>3</sup> regroupant des paysan-ne-s, des jardinières, des artisan-e-s semencières, des cuisinières, des boulangères, parfois accompagnés d'animateurs-rices et de chercheur-ses, continuent de s'organiser en réseaux plus ou moins formels de conservation, de multiplication, de sélection et d'échange de semences paysannes sur une partie importante des plantes alimentaires en France. Ces semences paysannes<sup>4</sup> sont libres de droit de propriété industrielle et s'appuient sur une large base génétique ce qui leur permet de s'adapter à la diversité des terroirs comme des pratiques.

Sur certaines espèces, les premiers résultats sont là : en conditions d'agriculture biologique, les variétés paysannes de blé (plus d'une centaine en cours de sélection dans le réseau) sont très intéressantes<sup>5</sup> : au-delà du rendement en grain, la production de biomasse (pailles hautes) et les qualités nutritionnelles et organoleptiques sont appréciées, notamment dans les sols maigres avec moins de potentiel. Ces variétés montrent aussi une stabilité et une résilience intéressante face aux aléas climatiques. Surtout, elles montrent une voie différente de celle du « progrès génétique » qui aboutit aujourd'hui à l'hégémonie de l'industrie agrochimique et à l'imposition programmée d'une alimentation biotechnologique bardée de brevets<sup>6</sup>. Cette voie repose sur des réseaux de collectifs locaux qui construisent ensemble d'autres pratiques en partageant semences et savoir-faire. Ces réseaux exercent une dé-

mocratie alimentaire réelle où citoyen·nes et paysan·nes ne sont pas simples consommateurs·rices des produits agro-industriels mais acteurs centraux du système alimentaire.

**Christian Berdot**  
*administrateur au Réseau Semences Paysannes pour les Amis de la Terre.*  
**Frédéric Latour, Patrick de Kochko, Pierre Rivière, animateurs au Réseau Semences Paysannes.**

**Plus d'informations :**  
<http://www.semencespaysannes.org/>

<sup>1</sup> Bonneuil C., Thomas F. 2009. « Gène pouvoirs et profits Recherche publique et régimes de production des savoirs de Mendel aux OGM » <http://www.semencespaysannes.org/bdf/bip/fiche-bip-243.html>

<sup>2</sup> Confédération Paysanne, Coordination Nationale de Défense des Semences de Ferme, Fédération Nationale de l'Agriculture Biologique, Mouvement de Culture Biodynamique et Nature et Progrès.

<sup>3</sup> Voir l'ensemble des membres [http://semencespaysannes.org/les\\_membres\\_du\\_reseau\\_semences\\_paysannes\\_205.php](http://semencespaysannes.org/les_membres_du_reseau_semences_paysannes_205.php)

<sup>4</sup> Voir définition collective en date de 2013 [http://semencespaysannes.org/definition\\_des\\_semences\\_paysannes\\_532.php](http://semencespaysannes.org/definition_des_semences_paysannes_532.php)

<sup>5</sup> <http://www.semencespaysannes.org/bdf/bip/fiche-bip-194.html>

<sup>6</sup> Il s'agit d'un ensemble de biotechnologies qualifiées abusive-

ment par l'industrie d'« édition de gènes » ou encore par l'euphémisme de « nouvelles techniques de sélection ». Elles permettent d'activer ou d'inactiver une partie du génome, d'insérer un fragment d'ADN de la même espèce ou d'une autre espèce, ou encore d'imposer un caractère génétique à l'ensemble de la descendance de l'organisme modifié (forçage génétique). Parmi les chimères actuelles issues de ces biotechnologies : vaches sans cornes, micro-cochons, moustiques stériles, plantes cultivées soi-disant plus performantes (tournesol et colza résistants aux herbicides, blé résistant au mildiou, pommes de terres ne brunissant pas, soja moins gras, champignons non périssables, pommiers résistants aux maladies, etc.)



**En 2016, quarante organisations de la société civile du Nord et du Sud (dont ActionAid France et Les Amis de la Terre) ont lancé une pétition pour stopper l'Accord de partenariat économique (APE) initié par l'Union européenne en 2000 et censé favoriser le développement économique et réduire la pauvreté en Afrique de l'Ouest. Mais en contraignant cette dernière à supprimer la plupart de ses protections commerciales vis-à-vis des importations de produits européens, l'APE servirait avant tout les intérêts d'une poignée de multinationales européennes au détriment des populations les plus vulnérables d'Afrique de l'Ouest.**

Jusqu'à maintenant, l'Afrique de l'Ouest peut exporter librement ses productions – sans acquitter de droits de douane – vers le marché européen. En revanche les États ouest-africains conservent la possibilité de taxer les importations venant d'Europe. L'Union européenne exige désormais la réciprocité : pour continuer à bénéficier du traitement préférentiel européen, l'Afrique de l'Ouest devrait supprimer ses droits de douane sur 82% des importations d'origine européenne. Ce chantage s'appelle « APE ». Cette libéralisation des échanges consacrerait la liberté du renard européen dans le poulailler ouest-africain. L'APE mettrait en compétition la zone économique la plus riche avec une des régions les plus pauvres du monde : seuls 6 % des produits ouest-africains sont plus compétitifs que

ceux de l'Union européenne ! C'est tout le tissu économique local de l'Afrique de l'Ouest, constitué de petites et moyennes entreprises et d'exploitations agricoles familiales, qui serait alors mis en danger par cet accord. De plus, l'Afrique de l'Ouest perdrait des recettes fiscales colossales, ce qui serait un handicap gigantesque pour l'investissement des États dans le développement, y compris pour le soutien aux agricultures familiales et paysannes.

La pétition a récolté plusieurs dizaines de milliers de signatures mais depuis, des APE intérimaires ont été mis en œuvre avec la Côte d'Ivoire et le Ghana. ActionAid France demande l'annulation de ces accords intérimaires et la non-ratification de tout autre APE. L'organisation a récemment fait venir en France, Ousmane Diallo, pour qu'il témoigne des impacts néfastes de ces accords de libre-échange.

#### **Comment êtes-vous devenu paysan ?**

Tout a commencé lorsque mon père est décédé. Je vivais alors à la capitale et rien ne me prédestinait à travailler au village, mais j'y suis revenu m'installer comme éleveur. J'ai hérité d'un troupeau et de 3 hectares de terre sur lesquels mon père faisait pousser du riz, auxquels j'ai ajouté un demi-hectare pour faire pousser des arachides et un demi-hectare pour du niébé (variété de haricot à graines). On m'a proposé d'animer l'association locale des agriculteurs et j'ai souhaité que nous adhérons à l'Association des organisations professionnelles paysannes (créée en 1995, l'AOPP) regroupe plus de 200 organisations

paysannes, coopératives, unions, syndicats et organisations de femmes), qui m'a recruté au bureau régional, puis national.

#### **Pourquoi êtes-vous venu récemment en France ?**

Je suis venu pour parler des Accords de partenariat économique (APE) entre l'Europe et l'Afrique qui risquent de provoquer une catastrophe car on nous demande d'ouvrir nos marchés alors que les forces sont trop inégales. Nous luttons pour la dignité de notre profession et les APE risquent de faire disparaître les productions locales dans le domaine de l'agriculture. Nous demandons à l'Europe de laisser nos marchés devenir solides, comme l'Europe l'a fait avec la préférence communautaire après la seconde guerre mondiale. En France, très peu de personnes ont entendu parler des APE, même les parlementaires qui doivent voter les accords. Comme ActionAid France mène un combat sur ce sujet, j'ai naturellement accepté l'invitation de venir témoigner pour sensibiliser le public et des élu·e·s.

#### **Qu'attendez-vous de la société civile française ?**

Il n'y a malheureusement rien à espérer des gouvernements qui ont presque tous signé les accords. Mais pour entrer en vigueur, les APE doivent être votés par les parlements qui sont élus par nous, et donc plus attentifs à nos demandes. Dans les pays africains concernés, nous sommes très mobilisé·e·s pour empêcher la ratification (notamment des organisations telles que la Coalition nationale sénégalaise contre les APE, le ROPPA, la POSCAO, les Amis de la Terre Nigeria etc.). Nous comptons beaucoup sur la société civile européenne, notamment française, pour qu'elle agisse auprès de l'opinion publique et des parlementaires en Europe. Il faut que chacune sache les vraies conséquences de ces accords, qui ne sont pas celles qui sont affichées.

*Interview de Ousmane Diallo de l'Association des organisations professionnelles paysannes du Mali.*

# QUI VEUT (ENCORE) SAUVER LA PEAU DU GLYPHOSATE ?

**Après avoir classé le glyphosate, l'herbicide le plus utilisé au monde, comme « probablement cancérigène pour les humains », le groupe de recherche sur le cancer de l'Organisation Mondiale de la Santé a fait l'objet d'intimidations menées par le géant de l'industrie agro-chimique Monsanto, bien décidé à pérenniser la vente de son produit phare. Parallèlement, en juillet dernier, les lobbies installés au Ministère français de l'agriculture et de l'alimentation ont essayé d'annuler, par ordonnance, l'autorisation des Préparations Naturelles Peu Préoccupantes (PNPP), alternatives aux pesticides.**

Dans une série d'articles, intitulée « Les Monsanto Papers », Le journal le Monde décrivait les menaces de la firme à l'égard du corps scientifique comme « une guerre du géant des pesticides contre la science » et écrivait que « Pour sauver le glyphosate, la firme [Monsanto] essayait de discréditer le Centre du cancer des Nations unies par tous les moyens ».

Le CIRC a en effet conclu qu'il y avait des preuves solides de génotoxicité pour le glyphosate seul, ainsi que pour le glyphosate utilisé dans des formulations comme celle du Roundup, dont l'utilisation a augmenté spectaculairement depuis que Monsanto commercialise ses semences modifiées génétiquement pour être « Roundup Ready » [c'est-à-dire tolérantes au Roundup]. Monsanto a donc décidé de répliquer à coups de campagnes d'intimidation, de lobbying sauvage et de procédures judiciaires sans répit.

## UNE GUERRE CONTRE LA SCIENCE

Selon les informations du Monde, Monsanto n'a laissé aucun répit au CIRC depuis que celui-ci a osé mettre en lumière la toxicité de son produit. L'une de ses stratégies a été « d'influencer » l'écriture du rapport de Kate Kelland, journaliste de Reuters. Effectivement, dans son papier, la journaliste a passé sous silence la plupart des recherches publiées qui étayaient le classement du glyphosate [comme cancérigène] et s'est concentrée sur la mise en valeur des

points de discussion et de débat formulés par l'industrie, tout en cherchant à minimiser les analyses du CIRC. Une manière habile de semer le doute..

Kate Kelland est liée au Science Media Center (SMC), appelé « l'Agence de communication des sciences », lancé en 2002 en partie pour tenter de décrédibiliser les campagnes d'information de groupes comme Greenpeace ou les Amis de la Terre (Friends of the Earth). Les nombreux-ses chercheurs-ses qui ont étudié ce groupe, ont accusé le SMC de minimiser les risques sanitaires et environnementaux de certains produits et technologies controversés.

Par ailleurs, les documents révélés par la justice américaine tendent à prouver que Monsanto emploie, par le biais d'entreprises extérieures, des individus pour laisser des commentaires positifs sur les OGM ou le Roundup sur Internet...

L'agence européenne de sécurité des aliments concluait également à l'absence de rapport entre glyphosate et cancer, conduisant ainsi au renouvellement de son autorisation en 2016 pour 18 mois. Cette autorisation arrive bientôt à échéance. En octobre 2017, la Commission européenne compte proposer son renouvellement pour dix ans. Le 30 août 2017, la France a déclaré qu'elle voterait contre. À l'heure où nous écrivons, nous espérons que le gouvernement ne cèdera pas aux pressions répétées du syndicat agricole majoritaire qui affirme, à tort, que cette interdiction signifierait la mort de la profession.



## **DU CÔTÉ DES ALTERNATIVES EN FRANCE, LE LOBBY AUSSI EST PUISSANT**

Or les alternatives existent, comme les PNPP (préparations naturelles peu préoccupantes, le plus souvent décoctions de plantes fermentées comme le purin d'ortie) que les Amis de la Terre défendent et promeuvent depuis longtemps.

À l'automne 2014, la loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt, a enfin reconnu que les préparations naturelles peu préoccupantes (PNPP – exemples : purins et tisanes de plantes) ne sont pas des pesticides et doivent disposer d'un cadre législatif spécifique. Effectivement, ces préparations ne tuent pas les organismes vivants mais stimulent les défenses naturelles des plantes. Une première liste de 140 plantes (alors que plus de 800 sont potentiellement utilisables) publiée en avril 2016 permet leur utilisation légale pour soigner les cultures...

Mais les pourvoyeurs de pesticides ne l'entendent pas de cette oreille... Les lobbies toujours installés au ministère de l'agriculture et de l'alimentation ont voulu annuler, par ordonnance, l'autorisation des PNPP biostimulants, alternatives naturelles aux pesticides, au prétexte faux, d'alignement sur la réglementation européenne.

### **Comment peut-on oser permettre à chaque paysan·ne ou artisan·e de fabriquer elle-même ou lui-même ses propres préparations naturelles ?**

Comment peut-on oser permettre à chaque paysan·ne ou artisan·e de fabriquer elle-même ou lui-même ses propres préparations naturelles ? Comment peut-on imaginer une alternative aux pesticides qui ne rapporte rien aux entreprises qui les vendent ?

L'Association pour la Promotion des PNPP (ASPRO-PNPP) dont les Amis de la Terre sont membres demande au ministère de renoncer à la suppression ou à la modification de la réglementation des PNPP, si ce n'est pour simplifier l'autorisation des éléments naturels biostimulants et d'en étendre la liste des produits autorisés, et surtout de ne pas faire machine arrière en complexifiant l'accès à ces produits ou en prolongeant l'usage des produits chimiques au-delà de ce à quoi le gouvernement précédent s'est engagé.

*Martine Laplante  
pour les Amis de la Terre France,  
membre de l'Association  
pour la Promotion des PNPP.  
Plus d'informations :  
<https://www.aspro-pnpp.org/>*

**TOUCHE**  
PAS A MA  
**TERRE !**



Depuis une quarantaine d'années, le renforcement des politiques néolibérales, véhiculées par plusieurs organisations internationales (Banque Mondiale, FMI et OMC), a eu pour conséquence la libéralisation des marchés, notamment agricoles, censée résoudre les problèmes de pauvreté et de faim dans le monde. Or, en favorisant l'essor d'un modèle d'agriculture productiviste, ces politiques ont accéléré la déstructuration des agricultures vivrières et traditionnelles des pays du Sud, pourtant les seules à même de nourrir efficacement les populations qui ont faim.

La suprématie du modèle productiviste, conjuguée aux récentes crises alimentaire, agricole, financière et économique, ont de graves conséquences sur la gestion des terres cultivables, avec un phénomène d'accaparement des terres qui ne cesse de s'amplifier. Alors que celles et ceux qui souffrent de la faim sont pour la plupart des paysan-ne-s, les États et entreprises s'approprient des millions d'hectares de terres pour satisfaire leurs intérêts économiques et stratégiques.

Depuis sa création dans les années 1980, ActionAid France - Peuples Solidaires s'est saisie de la question de l'accès à la terre et l'a inscrite au cœur de ses préoccupations, notamment en soutenant dès cette époque les luttes des paysan-ne-s sans terre au Nord comme au Sud. Nous demandons l'arrêt des accaparements de terres, la consultation des populations sur les projets d'investissement et la mise en place de réglementations contraignantes. Avec nos Appels Urgents auxquels répondent des milliers de citoyen-ne-s nous avons ainsi soutenu et soutenons celles et ceux qui luttent pour sauvegarder leurs terres.



## LES AGROCARBURANTS INDUSTRIELS QUI AGGRAVENT LA FAIM

En 2010, les populations de la région de Malindi au Kenya sont alertées par des fumées inhabituelles émanant de la forêt de Dakatcha. Elles comprennent que des bulldozers ont commencé à raser les arbres : une entreprise italienne, Nuove Iniziative Industriali SRL, venait d'obtenir l'accord des autorités pour exploiter 50 000 hectares de terres afin de produire du jatropha, une plante dont l'huile sera utilisée comme carburant. Suite à la mobilisation d'organisations de la société civile, les autorités kenyennes ont décidé de ne pas accorder l'autorisation permettant la réalisation du projet. Vingt mille personnes menaçaient d'être déplacées et l'équilibre écologique de la région était gravement menacé.



## DES MILLIERS DE PAYSAN-NE-S CHASSÉ-E-S PAR UN PROJET DU G8

L'entreprise suédoise EcoEnergy projetait d'accaparer 20 000 hectares pour produire du sucre dans le district de Bagamoyo en Tanzanie provoquant le déplacement des milliers de personnes vivant sur et de ces terres : un projet phare de la Nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition. Lancée par le G8 en 2012, elle est une initiative controversée en matière d'investissement dans l'agriculture africaine. Elle demande aux États africains d'encourager le secteur agroindustriel en lui facilitant l'accès aux semences, à la terre, à l'eau, à la main d'œuvre et aux marchés, trop souvent au détriment des communautés locales. La mobilisation internationale a incité l'un des principaux bailleurs, l'Agence suédoise de coopération internationale au développement, à retirer son soutien au projet et l'entreprise EcoEnergy a alors suspendu ses opérations.



## DAEWOO FAIT MAIN BASSE SUR LA TERRE

Bien souvent, les paysan-ne-s malgaches n'ont pas de titres de propriété officiels et des sociétés étrangères en profitent pour s'accaparer les terres avec la complicité d'autorités peu scrupuleuses. Fin 2008, une entreprise coréenne annonçait ainsi qu'elle avait signé un bail de 99 ans sur 1,3 millions d'hectares. Une vraie menace pour la sécurité alimentaire de milliers de paysan-ne-s. Un Appel Urgent soutenu par Les Amis de la Terre avait rendu public cette situation et fait pression sur l'entreprise Sud-Coréenne. Le Collectif de défense des terres malgaches avait mobilisé très fortement dans le pays et à l'étranger, notamment lors du Forum mondial sur l'accès à la terre. Suite au changement de gouvernement, le nouveau Président avait finalement annoncé que le projet était caduc.



## LES MULTINATIONALES SE SUCRENT, LES POPULATIONS TRINQUENT

Plus de 60 000 personnes avaient signé un Appel Urgent décisif contraignant la Commission européenne et le gouvernement du Cambodge à lancer une enquête sur les violations des droits des communautés cambodgiennes expropriées au bénéfice des compagnies sucrières qui implantent leurs productions. Douze mille personnes spoliées, deux villages détruits, onze mille hectares de champs et vergers saisis : tels étaient les faits que nous dénoncions. Or ces violations étaient encouragées par les avantages commerciaux que l'Union européenne consent au sucre cambodgien dans le cadre de l'initiative « Tout sauf les armes ». Depuis 2014, l'Union européenne a lancé une démarche afin de résoudre les conflits fonciers et indemniser les populations locales pour les dommages subis.

### UN DES MESSAGES PRINCIPAUX DU FORUM MONDIAL SUR L'ACCÈS À LA TERRE ET AUX RESSOURCES NATURELLES TENU EN 2016 À VALÈNCIA EN ESPAGNE EST LE SUIVANT :

« L'éviction des paysans et des autres utilisateurs communautaires et familiaux des ressources naturelles est un problème aussi grave que le changement climatique. Il appelle une orientation générale radicalement différente dans le domaine des politiques publiques et des règles touchant à l'agriculture, aux droits fonciers, à l'investissement et au commerce. Cette orientation doit accorder un accès prioritaire et sécurisé aux terres et ressources naturelles et aux autres moyens de production pour tous ces utilisateurs ainsi, pour ceux qui nécessitent des débouchés sur les marchés, que des conditions leur garantissant des prix rémunérateurs. »

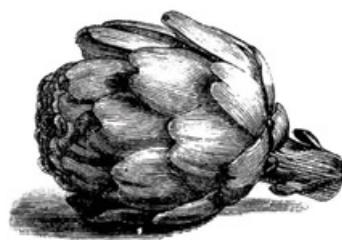
Birthe Pederson, présidente d'ActionAid France  
Plus d'informations : <http://www.peuples-solidaires.org/>

# MARCHONS SUR NOS DEUX PIEDS

Sans doute avez-vous déjà entendu parler de la vente de paniers de produits frais en provenance directe de la ferme ? C'est l'une des activités des Associations pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne, les AMAP.

Celles-ci naissent de la volonté de groupes de consommateurs-rices et de producteurs-rices qui poursuivent ensemble les mêmes objectifs : préserver l'existence et la continuité des fermes de proximité dans une logique d'agriculture paysanne, socialement équitable et écologiquement saine ; de permettre à des consommateurs-rices d'acheter à un prix juste des produits d'alimentation de qualité de leur choix, en étant informé-e-s de leur origine, et de la façon dont ils ont été produits, et de participer activement à la sauvegarde et au développement de l'activité agricole locale. C'est l'histoire de Charlotte, une AMAPIENNE d'Île de France que nous vous proposons de vous raconter.





# Autosuffisance alimentaire : *des paroles aux actes !*

Charlotte, salariée chez Sophie Duplay à la ferme des Millonets, a décidé en 2013 de changer de vie et d'envisager une reconversion audacieuse. Rien ne la destinait pourtant au maraîchage : née de parents commerçants, elle a littéralement grandi dans un supermarché pendant l'âge d'or des plats tout préparés. Mais à la naissance de son fils, elle a décidé de laisser tomber son premier métier (photographe) pour se lancer dans l'agriculture. Pourquoi ? Ça faisait un moment qu'elle parlait d'autosuffisance alimentaire, alors elle s'est lancée, pour être en accord avec son idéal, avec ses convictions, et accessoirement, « éviter de se faire bâcher » par le rejeton, à ses 15 ans.

La transition professionnelle est difficile : la reprise du rythme scolaire, la solitude, peu de soutien de sa famille qui croit à une énième lubie, de son mari, qui ne veut pas quitter Paris. Son conseil pour celles et ceux qui se lancent : ne pas lâcher ! On finit toujours par les convaincre, les proches, quand on leur démontre qu'on est crédible et motivée.

## **Un chemin semé d'embûches**

Même chose pour les institutions : il a fallu batailler pour les persuader de la solidité de son projet. Le BPREA pour les demandeur-se-s d'emploi est financé par la Région, qui est un peu tatillonne et se méfie des coups de tête. Elle a donc d'abord fait des EMT (évaluation dans un milieu de travail : des stages pour celles et ceux qui n'ont plus l'âge d'être apprentie en fait !) pour étoffer son dossier et prouver qu'elle savait où elle allait. Elle a déniché les fermes qui l'ont accueillie dans l'annuaire de l'Agence Bio : deux semaines à Plaine de Vie (un Jardin de Cocagne) et deux semaines chez Sophie. Après le diplôme, obtenu en 2011, les Jardins de Cocagne la rappellent : elle est embauchée en CDI comme encadrante technique.

Mais l'encadrement plus la production, c'est trop : elle abandonne et démissionne. Du coup, elle décide de faire un break et un deuxième enfant. En septembre 2013, elle revient chez Sophie en CDI aux 35h annualisées : un bon système pour assurer un salaire fixe et régulier malgré une activité qui ne l'est pas. Confort et sécurité. Elle déménage avec sa petite famille en Normandie (vous voyez qu'elle l'a convaincu, le mari !).

## **Voler de ses propres ailes**

Chez Sophie, c'est le rêve : un endroit merveilleux, une relation idéale, riche et rassurante. Elle apprend beaucoup, teste plein de choses : des méthodes, des pratiques, des outils. Mais aujourd'hui, elle a envie de se tester elle-même. Quitter le cocon confortable des Millonets et voler de ses propres ailes, se prouver qu'elle est cap'. Elle cherche des terrains pas loin de chez Sophie pour pouvoir s'entraider, mutualiser le matériel, faire des échanges de récoltes pour délocaliser les productions et libérer des espaces.

Son rêve à elle : produire de manière artisanale pour la restauration collective, à petite échelle, idéalement pour une régie municipale. Ce qui la porte c'est son idéal de justice sociale, elle veut rendre la Bio accessible au plus grand nombre. Et c'est par la restauration qu'on peut changer les pratiques, en touchant celles et ceux qui n'ont jamais envisagé de se nourrir autrement qu'avec du « tout fait » ou du « déjà préparé ».

## **Dis moi ce que tu manges...**

Parce que pour elle aussi, c'est comme ça que ça a démarré, par cette impression de ne plus du tout savoir ce qu'elle mangeait, et par extension, comme le dit le fameux dicton (« dis moi ce que tu manges, je te dirai qui tu es »), ne plus trop savoir non plus qui elle était. Se ré-approprier son alimentation, pouvoir nommer ce qu'on mange, savoir d'où ça vient, c'est un peu redonner du sens à sa vie, et c'est ça qu'elle veut transmettre. Pour ses enfants, ce sont « les pommes des Gaillard », « le pain de Rémi », « et les légumes de Sophie », bien sûre.

Alors voilà, elle veut une ferme avec une maison pour sa famille et plus de terrain que ce qu'elle pourra cultiver, parce qu'à terme elle veut travailler et partager avec d'autres. Elle a de quoi s'installer en comptant sur un prêt familial. Et ce sera vraiment beau cette revanche de l'histoire : un ancien des magasins Leclerc qui finance l'installation d'une paysanne en bio !

**Maud, présidente du Réseau AMAP IdF,  
avec Charlotte, salariée en maraîchage.  
Plus d'informations : <http://www.amap-idf.org/>**





Découvrez l'excellent journal  
de l'association InfOGM.

**infOGM**  
veille citoyenne

Pour une information **CRITIQUE**  
et **INDÉPENDANTE** sur les **OGM**,  
les biotechnologies et les semences...

Plus d'informations :  
<https://www.infogm.org/>

Retrouvez nos derniers communiqués de presse et téléchargez nos publications sur  
[www.amisdelaterre.org/Nos-communiques-de-presse-2017.html](http://www.amisdelaterre.org/Nos-communiques-de-presse-2017.html)

## COMMUNIQUÉS DE PRESSE

### Septembre 2017 :

- Loi Hulot : les améliorations doivent être confirmées et les dernières failles comblées
- Permis offshore prolongé en Guyane : le besoin de renforcer la loi Hulot !
- La bouffe « Made in Silicon Valley » sera-t-elle notre nourriture de demain ?
- CETA : la société civile demande un référendum et présente son nouveau rapport
- Climate Week : Irma et Harvey entraîneront-ils un sursaut des banques françaises aux Etats-Unis ?
- Assises de la mobilité : une opportunité à saisir pour prendre le virage de la mobilité durable
- « Mettre fin aux énergies fossiles » ? Décryptage de la loi Hulot
- Après AXA, Scor prend de nouvelles mesures contre le charbon
- Réactions au projet de loi Hulot relatif à l'interdiction de l'exploitation des hydrocarbures en France
- Succès du Camp Climat : 600 militants prêts à passer à l'action !

### Juillet - Août 2017 :

- Glyphosate et cancer : Comment l'industrie influence et manipule les médias
- Qualité de l'air : lettre adressée à la nouvelle ministre chargée des transports
- États Généraux de l'alimentation : la société civile interpelle le président sur les conditions des débats
- Recours sur la pollution de l'air : victoire historique des Amis de la Terre
- Camp Climat Maury 2017, c'est parti !
- Charbon : les ONG publient un nouvel outil de désinvestissement
- Stop à l'huile de palme dans nos carburants

## CONTACTS

- **GROUPE AFFILIÉ BIZI!**  
info@bizimugi.eu
  - **AMIS DE LA TERRE BOUCHES DU RHÔNE**  
bouchesdurhone@amisdelaterre.org
  - **AMIS DE LA TERRE CÔTE D'OR**  
amisdelaterre21@gmail.com
  - **AMIS DE LA TERRE DUNKERQUE**  
nicolas.fournier48@orange.fr
  - **AMIS DE LA TERRE DRÔME**  
drome@amisdelaterre.org
  - **AMIS DE LA TERRE GERS**  
amisdelaterre.gers@gmail.com
  - **AMIS DE LA TERRE GIRONDE**  
aurelie.schild@gmail.com
  - **AMIS DE LA TERRE HAUTE-SAVOIE**  
contact@amisdelaterre74.org
  - **AMIS DE LA TERRE HÉRAULT**  
AT34@orange.fr
  - **AMIS DE LA TERRE HYÈRES**  
athyeres@sfr.fr
  - **AMIS DE LA TERRE ISÈRE**  
atisere@gmail.com
  - **AMIS DE LA TERRE LANDES**  
landes@amisdelaterre.org
  - **AMIS DE LA TERRE LIMOUSIN**  
martine.laplante87@gmail.com
  - **AMIS DE LA TERRE LOIRE-ATLANTIQUE**  
pathy44.amt@gmail.com
  - **AMIS DE LA TERRE MEURTHE ET MOSELLE**  
meurtheetmoselle@amisdelaterre.org
  - **AMIS DE LA TERRE MIDI-PYRÉNÉES**  
midipyrenees@amisdelaterre.org
  - **AMIS DE LA TERRE MOSELLE**  
resistanceterre@gmail.com
  - **AMIS DE LA TERRE NORD**  
nord@amisdelaterre.org
  - **AMIS DE LA TERRE PARIS**  
paris@amisdelaterre.org
  - **AMIS DE LA TERRE POITOU**  
poitou@amisdelaterre.org
  - **AMIS DE LA TERRE RHÔNE**  
amisdelaterre.rhone@gmail.com
  - **AMIS DE LA TERRE SAVOIE**  
savoie@amisdelaterre.org
  - **AMIS DE LA TERRE SEINE ET MARNE**  
seineetmarne@amisdelaterre.org
  - **AMIS DE LA TERRE VAL DE BIÈVRE**  
ATVB@wanadoo.fr
  - **AMIS DE LA TERRE VAL D'OISE**  
th.avra@sfr.fr
  - **AMIS DE LA TERRE VAL D'YSIEUX**  
amisdelaterre-val-ysieux@orange.fr
- À VENIR :**
- **AMIS DE LA TERRE NORD-BÉARN**
  - **GROUPE AFFILIÉ R.A.P.** (Résistance à l'Agresion Publicitaire)

ENVIE DE TROUVER  
UN GROUPE LOCAL  
D'ACTIONNAID FRANCE ?

**act:onaïd**  
pour des peuples solidaires

ILS SONT TOUS ICI : <http://www.peuples-solidaires.org/groupes>